

Le prix Sakharov 2017

Créé en 1988 par le Parlement européen, le prix Sakharov pour la liberté de l'esprit récompense chaque année, en décembre, des citoyens ou des organisations qui se sont distingués par leur action en faveur des droits de l'homme et des libertés fondamentales. En décernant le prix Sakharov 2017 à l'opposition démocratique au Venezuela, le Parlement dénonce la situation qui règne dans ce pays, réaffirme son soutien à l'Assemblée nationale démocratiquement élue, plaide en faveur d'une transition démocratique pacifique et rend hommage au peuple vénézuélien, notamment aux personnes injustement emprisonnées pour avoir exprimé leur opinion.

Contexte

Signification du prix

La promotion des droits de l'homme et des libertés fondamentales est l'une des principales [priorités](#) du Parlement européen. Afin de rendre hommage aux personnes ou aux organisations qui s'emploient à défendre ces valeurs, le Parlement décerne tous les ans le prix Sakharov. Cette tradition est déjà bien implantée puisque la [création](#) de ce prix remonte à une résolution du 13 décembre 1985. Andreï Sakharov était un célèbre dissident de l'époque soviétique, co-inventeur de la bombe à hydrogène soviétique, lauréat 1975 du prix Nobel de la paix, militant des droits de l'homme et partisan du désarmement nucléaire en URSS. Son nom a été donné au prix Sakharov en hommage à son engagement courageux en faveur des droits de l'homme, de la liberté de pensée et de la liberté d'expression qu'il a défendus au détriment de sa carrière professionnelle et au prix de sa propre liberté.

En vertu de son [nouveau statut](#), adopté en mai 2003, le prix Sakharov est destiné à récompenser une réalisation particulière dans un des domaines suivants: la défense des droits de l'homme et des libertés fondamentales, en particulier du droit à la liberté d'expression; la protection des droits des minorités; le respect du droit international; le développement de la démocratie et la mise en place de l'état de droit. Le prix a été décerné pour la première fois en 1988, conjointement à [Nelson Mandela](#) et, à titre posthume, au dissident soviétique [Anatoli Martchenko](#).

Procédure de sélection

Une candidature doit être soutenue par au moins 40 députés au Parlement européen ou par un groupe politique. Cette année, les candidatures pour le prix Sakharov ont été officiellement soumises le 2 octobre 2017 lors d'une réunion conjointe de la commission des affaires étrangères (AFET) et de la commission du développement (DEVE). Le 10 octobre, les deux commissions ont élu les finalistes: **Aura Lolita Chavez Ixcaquic**, militante des droits de l'homme au Guatemala, **l'opposition démocratique au Venezuela** et **Dawit Isaak**, journaliste suédo-érythréen. Le 26 octobre, la Conférence des présidents, composée du Président Antonio Tajani et des chefs des groupes politiques, a désigné l'opposition démocratique au Venezuela lauréate 2017 du prix Sakharov. Le prix, constitué d'un certificat et d'une récompense de 50 000 euros, sera remis à l'occasion d'une cérémonie qui se déroulera le 13 décembre 2017 lors de la séance plénière du Parlement à Strasbourg. Tous les finalistes sont conviés à la cérémonie de remise des prix et plusieurs réunions seront organisées avec eux au Parlement. Julio Borges et Antonio Ledezma ont confirmé leur [présence](#), ainsi que la finaliste Aura Lolita Chavez Ixcaquic. Le troisième finaliste, Dawit Isaak, emprisonné en Érythrée en 2001, n'a pas été vu depuis [2005](#).



L'opposition démocratique au Venezuela

Le prix Sakharov 2017 est décerné à l'opposition démocratique au Venezuela, notamment à l'assemblée nationale (présidée par [Julio Borges](#)) et aux [prisonniers politiques](#) dont la liste a été établie par l'ONG [Foro Penal Venezolano](#) (Forum pénal vénézuélien), représentée par [Leopoldo López](#), [Antonio Ledezma](#), [Daniel Ceballos](#), [Yon Goicoechea](#), [Lorent Saleh](#), [Alfredo Ramos](#) et [Andrea González](#). L'opposition au régime chaviste du Parti socialiste unifié du Venezuela ([PSUV](#)) est regroupée au sein de la [Table de l'unité démocratique](#) (*Mesa de la Unidad Democrática*, [MUD](#)), [coalition](#) de partis issus de l'ensemble du spectre politique, du centre gauche à la droite. La MUD a été créée en 2008 pour répondre à la nécessité d'une alternance politique viable au régime du président [Hugo Chávez](#). Si la coalition a perdu [de peu](#) les législatives de 2010 et les présidentielles de 2013, elle a remporté les élections législatives de décembre 2015 à une [écrasante majorité](#).

Assemblée nationale vénézuélienne

Avec [65,27](#) % des suffrages et [deux tiers](#) des sièges, la MUD, qui domine l'actuelle [Assemblée nationale](#), dispose de l'influence nécessaire pour modifier le droit constitutionnel et la Constitution elle-même. La nouvelle Assemblée s'est toutefois heurtée à des difficultés avant même de prendre ses fonctions car, avant de quitter leur mandat, les députés sortants ont nommé de [nouveaux juges](#) à la Cour suprême, s'assurant ainsi que cette instance favoriserait le gouvernement du président Maduro. Depuis, la Cour suprême n'a jamais cessé de faire obstruction aux [travaux](#) du Parlement, notamment dans la mesure où: 1) elle a suspendu trois [députés de la MUD](#), empêchant ainsi l'exercice de la majorité des deux tiers; 2) elle a approuvé le décret [d'urgence économique](#) du président Maduro, précédemment rejeté par l'Assemblée; 3) elle a limité la [capacité](#) de l'Assemblée à exercer un contrôle politique sur les autres pouvoirs; 4) elle a [déclaré](#) inconstitutionnelles la loi sur l'amnistie et la réconciliation nationale, adoptée le 29 mars par l'Assemblée nationale, et la [réforme](#) de la Banque centrale; 5) elle a [suspendu](#) une série de dispositions du règlement intérieur et des débats de l'Assemblée; 6) elle s'est même approprié pendant [quelques jours](#) les [pouvoirs législatifs](#) de l'Assemblée nationale. Le Conseil électoral national ([CNE](#), progouvernemental) a également joué un [rôle](#) important, d'abord en retardant, puis en suspendant l'initiative de l'Assemblée nationale de lancer un [référendum sur la destitution](#) du président Maduro.

L'Assemblée nationale a également été attaquée par [l'Assemblée constituante](#), institution controversée élue en juillet 2017 à l'initiative du président Maduro, qui a modifié les règles du scrutin pour favoriser les candidats progouvernementaux et refusé d'organiser un référendum sur le sujet. L'Assemblée nationale a réagi en organisant son propre [référendum](#), auquel ont participé quelque [7,2 millions de personnes](#), dont 98 % se sont prononcées pour le rejet de la Constituante, et en nommant de nouveaux juges à la Cour suprême. Les deux démarches ont été déclarées illégales par le gouvernement et la Cour suprême. L'Assemblée nationale avait également organisé des [manifestations](#) avant l'élection des députés à la Constituante. L'Assemblée constituante a, entre autres [mesures](#): a) destitué la procureure générale, [Luisa Ortega](#); b) créé la [Commission](#) pour la vérité, la justice, la paix et la tranquillité publique, considérée par les organisations de la société civile comme un outil de persécution des opposants; c) usurpé les [pouvoirs législatifs](#) de l'Assemblée nationale dans un grand nombre de domaines; d) voté un décret visant à faire traduire les [chefs](#) de l'opposition en justice pour trahison. Malgré tous ces obstacles, l'Assemblée nationale, présidée par [Julio Borges](#), n'a eu de cesse de défendre l'ordre juridique démocratique et de dénoncer la situation auprès des instances internationales, telles que [l'Organisation des États américains](#) ([OEA](#)) et l'Union européenne ([UE](#)).

Prisonniers politiques

Ces dernières années (2014-2017), les violentes [répressions](#) des forces de sécurité à l'encontre des [manifestations](#) antigouvernementales de l'opposition ont causé la [mort](#) de nombreuses personnes. Beaucoup d'opposants ont également été emprisonnés, dont des responsables politiques de premier plan, tels que Leopoldo López, Daniel Ceballos et Antonio Ledezma, qui est récemment parvenu à déjouer son assignation à résidence. Le Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme a récemment publié un [rapport](#) accablant, qui dénonce les graves violations des droits de l'homme commises à l'occasion des manifestations antigouvernementales. Il ressort du [rapport](#) publié par le Forum pénal vénézuélien sur la répression au Venezuela qu'au 31 octobre 2017, 444 personnes étaient toujours détenues arbitrairement, que 198 civils jugés par des [tribunaux militaires](#) étaient toujours en détention et que le nombre de prisonniers politiques s'élevait à 380.

Position du Parlement européen sur le Venezuela

En annonçant lors de la deuxième période de session plénière d'octobre que le prix Sakharov était décerné cette année à l'opposition démocratique au Venezuela, le Président du Parlement européen, [Antonio Tajani](#), a souligné qu'il était du devoir de l'institution de dénoncer la situation inacceptable au Venezuela, où les citoyens sont privés de leurs droits fondamentaux. Par ce choix, le Parlement réaffirme son soutien sans faille à l'Assemblée nationale démocratiquement élue et appelle à une transition démocratique pacifique. Le Président Tajani a également déclaré que le Parlement prenait acte de la lutte courageuse de l'opposition et souhaitait rendre hommage aux citoyens vénézuéliens, notamment aux personnes injustement emprisonnées pour avoir exprimé leur opinion, et leur manifester sa solidarité. Le Parlement a plusieurs fois exprimé sa position sur le Venezuela, notamment dans ses résolutions du [13 septembre 2017](#), du [27 avril 2017](#), du [8 juin 2016](#) et du [12 mars 2015](#), ainsi que dans le cadre de l'Assemblée parlementaire euro-latino-américaine ([EuroLat](#)).

Pour plus d'informations, voir aussi la note d'information de l'EPRS sur [la crise politique au Venezuela](#).